

Conférence de Pascal LAMY :

Strasbourg, ENA, février 2014

Bonsoir à toutes et à tous.

Merci pour cette invitation à cette conférence Gutenberg. Merci à l'ENA, qui est effectivement, comme l'a dit sa directrice, Nathalie Loiseau, une de mes maisons mères pour laquelle j'ai toujours gardé beaucoup d'affection. Merci aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, que j'ai pratiqué du temps où j'étais fréquemment à Strasbourg. J'ai comme il vient d'être dit, passé, dans ma vie professionnelle, en tout quinze ans à Bruxelles et à Strasbourg, convaincu que j'étais de la nécessité de l'intégration européenne pour assurer l'avenir de nos pays sur cette partie de la carte du monde. Et après 8 ans de vie professionnelle à l'Organisation mondiale du commerce, basée à Genève, à l'extérieur en quelque sorte de l'Union européenne, mais aux premières loges de cette globalisation qui va très vite et qui est, je crois la grande transformation du monde contemporain, cette conviction que j'avais, je l'ai encore beaucoup, beaucoup plus. Vivre pratiquement une dizaine d'années à l'extérieur de l'Europe m'a rendu encore plus européen que je ne l'étais auparavant. Et pourtant, je constate que notre Europe est en crise, une crise multidimensionnelle, à la fois conjoncturelle et structurelle, à la fois économique et politique, à la fois citoyenne et institutionnelle, et tout laisse à penser que les prochaines élections au Parlement européen en mai prochain seront interprétées comme une manifestation de cette crise. Alors je voudrais ce soir, en préambule à notre échange, partager avec vous mon sentiment sur le diagnostic : pourquoi cette crise ? Mais aussi tenter de voir comment et si elle peut être surmontée.

Durant plus d'un demi-siècle, l'intégration européenne a connu le succès, elle a été portée par une dynamique d'ensemble, partant du noyau dur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Ce noyau dur n'a cessé de s'élargir et de s'approfondir, si on laisse de côté l'épisode de la Communauté européenne de défense. Pour autant, cela n'a jamais été un long fleuve tranquille. Il y

a eu des hauts et des bas, il y a eu des rapides et des méandres, mais dans l'ensemble et pendant cinquante ans, l'intégration européenne a été un mouvement progressif, et cette dynamique reposait à mon sens sur trois aspirations qui ont été les trois grandes sources d'énergie politique, auxquelles la construction européenne a répondu. C'était l'aspiration à la prospérité, l'aspiration à la paix, et l'aspiration à la démocratie. À la prospérité, c'était l'idée que l'Europe allait apporter une amélioration du niveau de vie. C'était l'aspiration à la paix, qui a été, j'y reviendrai, pendant très longtemps le narratif d'appartenance des Européens, de valeurs auxquelles ils adhéraient tous et que la construction européenne incarnait. Et aussi l'aspiration à la démocratie comme le mode de gouvernement ou de gouvernance légitime sur un continent où les dictatures ont disparu petit à petit, une à une.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui et l'intégration européenne traverse une mauvaise passe, une passe dont je pense qu'elle est même dangereuse. Elle a en quelque sorte perdu, si vous me permettez l'expression, sa motorisation idéologique, celle qui avait fait son succès pendant ce cycle de cinquante ans.

Commençons par la prospérité, dont nous savons qu'elle a été très sérieusement mise à mal par la crise, je vais y revenir, même si l'Union européenne reste au top de la richesse dans le monde, avec les États-Unis et le Japon. Nous savons que c'est la perspective d'une prospérité collective partagée, dans laquelle les Européens, dans cette phase de dynamisme dont je viens de parler, étaient persuadés qu'on serait plus prospères ensemble qu'on ne le serait individuellement pour chacun des pays membres. C'est la raison pour laquelle nos amis britanniques par exemple sont entrés en 1972. Chacun sait que ça n'est pas la perspective d'une union politique qui a été à l'origine de cet élargissement-là. Cela a été l'espoir des pays d'Europe centrale et orientale du temps où le Mur de Berlin était en place. Et de fait, sans trop entrer dans les chiffres, et en ne prenant que les vingt-cinq années qui séparent 1980 de 2005, le niveau de vie européen, mesuré en PNB par tête a augmenté de 60% sur la période, ce qui n'est pas mal. Cela a été le grand marché de 1992, que Jacques Delors a lancé en 1985. Cela a été les mouvements vers davantage de cohésion sociale, toujours dans cette

période, et évidemment cela a été aussi la création de l'euro : autant d'entreprises qui ont favorisé la croissance économique en Europe, notamment à partir d'une idée simple, qui est celle des économies d'échelle, une des grandes règles d'efficience du capitalisme de marché. La crise a brisé cet élan, à partir de 2007-2008. Si vous regardez le PNB par tête à prix de marché, en gros il est stable depuis 2007, c'est-à-dire que cela fait cinq ans que cette force de croissance européenne s'est arrêtée. À titre de comparaison, en prenant des mêmes grandeurs sur la même période, les Américains eux ont augmenté leur niveau de vie, leur richesse en PNB par tête, d'à peu près 20%. Donc là, c'est vraiment un moment de freinage.

Les causes, vous les connaissez toutes, vous les avez toutes vécues, y compris les jeunes générations. C'est évidemment le choc en retour de la crise des *subprimes* aux États-Unis, qui a frappé une Europe vulnérable, vulnérable pour trois raisons.

D'abord les pays européens pour la plupart d'entre eux étaient déjà assez fortement endettés avant la crise, et il a fallu au moment de la crise en rajouter. Et il arrive que ce soit la goutte qui fasse déborder le vase.

La deuxième raison, un peu plus technique et moins connue, c'est que le système financier en Europe est essentiellement entre les mains des banques, alors qu'aux États-Unis il est beaucoup plus entre les mains des marchés. Quand une banque fait un crédit aux États-Unis, elle a tendance à le revendre assez vite à des gens qui investissent dans cet actif, et donc elle sort cela de son bilan, et si jamais ça casse, ce sont ceux qui ont achetés ces créances sur le marché qui « prennent la paume » comme disent les banquiers. En Europe c'est un peu différent, le système est, comme on dit, très « intermédié » et donc énormément de crédits à l'économie restent dans les bilans des banques. Et lorsqu'une banque est malade, lorsqu'elle prend trop de risques, ce qui a été le cas avec cette interpénétration du système américain et du système européen, alors c'est l'ensemble de l'économie qui est vite tétanisé, alors qu'aux États-Unis d'un certain point de vue il y a des coupe-circuits. Or l'euro avait favorisé une très grande interdépendance de nos systèmes financiers en Europe, ne serait-ce que parce que lorsque vous êtes la Commission de régulation des banques, quel que soit le

pays, ce que vous aimez bien pour être sûrs que la banque n'ait pas trop de risques, c'est qu'elle achète, qu'elle ait dans son bilan des emprunts d'État, des bonnes valeurs bien sûres, que ce soit, avec l'euro, des emprunts d'États allemands, français, italiens, espagnols, grecs. Et donc d'un certain point de vue les banques européennes, sous la pression de leurs régulateurs, avaient beaucoup de ces actifs dans leur portefeuille quand cela a claqué. Et évidemment le choc a été beaucoup plus fort qu'il ne l'a été aux États-Unis.

La troisième raison c'est que l'Union économique et monétaire comportait quelques défauts de fabrication, qui n'avaient pas d'ailleurs échappé aux auteurs intellectuels de l'Union économique et monétaire à l'époque. Au moment où les gouvernements ont choisi ce qu'ils prenaient dans ce que Delors et la Commission avaient proposé comme édifice pour l'Union économique et monétaire, c'est Delors qui disait « finalement ce que vous avez choisi, vous gouvernements, c'est une union très monétaire et pas très économique ». Elle s'appelait Union économique et monétaire mais disons que la jambe monétaire était beaucoup plus forte que la jambe économique. Quand on a une jambe forte et une jambe faible en général cela conduit à une certaine claudication. La claudication n'est pas très grave si on marche. Quand il faut courir, ce qui a été le cas en période de crise, on se casse la figure. C'est ce qui est arrivé. Et la crise a révélé que dans la construction de l'édifice de l'Union économique et monétaire, on avait favorisé des solidarités de fait, du type de celles que j'évoquais par l'interpénétration des systèmes financiers, sans que ceci soit entouré de la garantie de disciplines suffisantes. Il suffit d'ailleurs de se rappeler du peu de temps qu'il a fallu à un Président de la République française et à un Chancelier de la République d'Allemagne pour écarter le fameux pacte de stabilité quand, pour des raisons diverses, cela leur est apparu nécessaire pour leurs propres objectifs nationaux. Et donc en gros, beaucoup de solidarités de fait grâce à l'euro, sans doute quelques excès d'endettement qui n'auraient pas été faites si les monnaies nationales avaient persisté et un manque de discipline. Vous connaissez l'histoire : il a fallu en période de tempête d'abord improviser des réactions, c'est comme cela que la Banque centrale européenne, qui est l'institution la plus fédérale qui soit, a en quelque sorte sauvé l'euro. Mais elle a sauvé l'euro disons en prenant

un certain nombre de libertés avec le droit tel qu'il était consigné dans le traité de Maastricht, et notamment cette fameuse règle de « no bail-out », ce qui fait que l'on peut, d'un certain point de vue juridique, comprendre la prudence de la Cour de Karlsruhe pour ce qui est de la suite. On a remis en place un certain nombre d'échafaudages quand il a fallu créer un mécanisme de solidarité, quand il a fallu monter ce pacte budgétaire, quand il a fallu mettre en place une Union bancaire qui est le système d'assurance indispensable on le sait maintenant à l'Union économique et monétaire. Mais reconnaissons qu'il pose des problèmes assez redoutables parce que, à la fin du fin, si on veut une Union bancaire avec un prêteur de dernier ressort, une solidarité au cas où une institution financière défaille dans un des États membres, la question de savoir comment marche cette solidarité est évidemment une question politique majeure. Je passe sur ce qui s'est passé en Irlande, qui est sortie à peu près de l'auberge, en Grèce qui n'en est pas sortie et de loin, en Espagne qui s'en est sortie mais avec un coût social considérable, pour ne pas parler de l'Italie...

Le résultat de tout cela est que les perspectives de croissance européenne à échéance de cinq ou dix ans d'ici sont désormais faibles, en raison de la digestion de cette crise de surendettement et de la manière improvisée dont les chirurgiens ont dû opérer ...

En gros, si vous regardez l'économie mondiale, les pays émergents dans les dix ans qui viennent auront un rythme de croissance de l'ordre de 6-7%. Les États-Unis sont partis pour un taux de l'ordre de 3%. Et l'Europe, pour l'instant – toutes choses égales par ailleurs – va se traîner quelque part entre 1 et 1,5%. Donc, de ce point de vue-là, cette idée que l'Europe incarne la prospérité a beaucoup perdu de sa pertinence. C'est grave parce que quand on a un espoir et qu'il est déçu, en général on n'est pas content. Dans le cas de l'Europe c'est à mon avis encore plus grave parce qu'une Europe avec un taux de croissance aussi bas est une Europe qui risque de perdre sa véritable identité. J'y reviendrai. C'est une Europe dont le modèle économique et social est fragilisé. Le modèle économique et social européen, encore une fois j'y reviendrai, c'est l'économie sociale de marché, c'est un système dans lequel il y a une forte redistribution économique, que ce soit par la fiscalité, que ce soit par les systèmes de protection sociale. Or cette forte capacité – en gros 40-50%

du PNB passe dans des systèmes de redistribution – est une spécificité totalement européenne. Avec peu de croissance, ce système se crispe. Très schématiquement, au-dessus de 2% de croissance, ces systèmes ont leur propre dynamique. En dessous, on se crispe sur la partie répartition, la partie partage. Et donc si l'Europe n'atteint pas un taux de plus de 2% de croissance – et je ne parle même pas là de la réduction du chômage, qui demeure une gangrène dans beaucoup de pays européens, y compris dans le nôtre – c'est l'ensemble de ce qui fait l'identité de l'Europe qui est en cause et donc d'un certain point de vue, sans croissance, l'identité européenne est en question.

Alors comment essayer de retrouver cette croissance ? Une grande partie de la réponse à cette question dépend des pays membres eux-mêmes. Les raisons pour lesquelles la crise a frappé une Europe sur endettée, ce n'est pas que l'Union européenne était surendettée. L'Union européenne c'est le seul quasi-État dans le monde qui a zéro dette : c'était les États-membres qui étaient endettés. Donc une grande partie de la solution est d'abord nationale. Comme on le sait, il suffit de considérer la différence de performance économique et sociale des économies européennes depuis cinq ou dix ans pour se convaincre que cela dépend beaucoup de la qualité de la gouvernance économique et sociale de chacun des pays. Mais, cela dit, une partie dépend aussi du niveau européen. Si on veut augmenter le potentiel de croissance européen dans les années qui viennent, alors il faut s'attaquer à un certain nombre de faiblesses actuelles de l'Europe. La première, en tout cas si on la compare aux autres zones du monde, c'est une faiblesse démographique : un continent vieillissant. Quelques exceptions, dont la France, mais en général c'est un continent vieillissant, et les continents vieillissants ne sont pas les plus dynamiques du point de vue de la croissance. On connaît la solution à ce problème, toute l'histoire le montre, cela s'appelle l'immigration. Du point de vue culturel, je crois qu'il est juste de dire que les peuples européens n'ont pas encore vraiment adopté cette idée avec enthousiasme.

Autre faiblesse structurelle, l'énergie. Dans le jeu des chaises musicales qui a présidé à la distribution des ressources dans ce monde, l'Europe est mal tombée. Elle est bien tombée parce qu'il y a beaucoup de frontières maritimes, dont on dit que c'est la vraie origine des progrès de

civilisation. Elle est mal tombée parce qu'elle n'a pas de ressources naturelles, en tout cas pas de celles qu'on utilise dans l'économie contemporaine. Et cette transition énergétique qui pourrait d'un certain point de vue lui redonner un avantage comparatif, cafoille sérieusement. L'idée que les États membres de l'Union européenne ont de ce qu'est vraiment cette transition énergétique s'étale pour l'instant sur un spectre qu'il faudrait absolument rétrécir pour avancer dans cette direction.

Il y a une autre faiblesse qui est en train d'apparaître, même si ce n'est pour l'instant pas certain : le fait que l'Europe est moins près de la frontière technologique que par exemple les États-Unis, à une période où l'innovation dans tout ce qui est technologies de l'information, nano-technologies, bio-technologies, va très, très vite. On commence à prendre du retard dans des domaines qui sont les plus proches disons du développement des produits, moins dans les sciences fondamentales. Et il y a un domaine dans lequel l'Europe a toujours une grande faiblesse, qu'elle ne devrait plus avoir, c'est en matière de productivité des services. Si vous comparez l'économie européenne et l'économie américaine, il y a 3-4% de différence de productivité qui se situent dans les services. Les Européens paient leurs services beaucoup trop cher par rapport à ce que devrait être le prix d'un marché unifié à hauteur de 500 millions de consommateurs, et ceci s'est ressenti de manière très forte dans la compétitivité industrielle tant il est vrai maintenant qu'une bonne partie de la compétitivité industrielle aujourd'hui est faite de l'intégration de services au long de la chaîne de production. Globalement, si l'on veut remédier à cette faiblesse, à ce déficit de prospérité, de croissance, à court terme il faut finir ce qui a été commencé, c'est-à-dire la reconsolidation de la zone euro qui est à mon avis sortie du danger existentiel, après l'avoir frôlé un moment. Évidemment, consolider la partie eurozone qui mérite probablement disons une structure plus solide compte-tenu de l'interpénétration que l'euro a généré. Finir tout ce qui relève du pacte budgétaire et de l'Union bancaire. Et puis, à moyen-terme, retrouver je crois un objectif du type de celui qui avait été trouvé en 1992, un objectif qui mobilise davantage et qui concentre davantage d'efforts au niveau de l'Union européenne. Je crois que c'est faisable, mais encore faut-il le vouloir ensemble et se concentrer sur quelques priorités. La question est d'identifier ce qui appartient à l'eurozone

proprement dit et qu'est-ce qui appartient au reste de l'Union à vingt-huit. La possibilité d'un referendum britannique en 2017 risque d'obliger à répondre à cette question. Ce serait d'ailleurs assez cocasse, sorte de pied de nez de l'histoire, que ce soit parce que les Britanniques ne veulent pas trop d'intégration qu'ils déclenchent une révision des traités qui permettraient à ceux qui en veulent plus d'aller plus loin !

Deuxième pilier – dont j'ai dit tout à l'heure qu'il avait été moteur – c'est cette aspiration à la paix. La paix en Europe, c'était à la fois une valeur et un résultat. Et pas seulement cette aspiration à la paix, mais le fait est que l'Europe – comme on dit dans la langue de Shakespeare – « délivrait ». L'Europe a « délivré » de la paix. Y compris sur des parties du continent, comme les Balkans, donc vous savez tous qu'ils ont été incroyablement chahutés sur le plan historique, sur le plan des peuples, sur le plan des langues, sur le plan des religions. Et donc pendant très longtemps, ça a été l'essentiel. Or ce narratif d'appartenance, ce « plus jamais ça entre nous » – et c'est bien normal – a perdu sa valeur, a perdu sa signification, a perdu son sens. Si je parle à mes petits-enfants de de Gaulle, de Churchill ou de Jeanne d'Arc ou de Louis XIV, c'est à peu près dans le même panier. Pour eux, le monde des guerres en Europe, c'est le monde du passé. Et cette idée qu'un jour la France et l'Allemagne ou l'Angleterre et la Belgique ou l'Italie puissent entrer en conflit armé leur paraît une idée totalement farfelue. C'est un formidable acquis pour nos générations, pour celles qui nous ont précédées. Pour la nôtre, je crois encore. Mais ça n'a plus beaucoup de sens. Et à supposer que la paix intérieure n'ait plus beaucoup de sens, il faut bien voir et comprendre que si on essayait de trouver le relais de cela par la paix à l'extérieur, cela ne marcherait pas très bien non plus tant les Européens sont divisés dans leur mentalité collective sur ce que signifie l'intervention de l'Europe sur les affaires extérieures à l'Europe dans le monde. Il y a sur ce sujet – pour ne prendre qu'un exemple – il y a une différence considérable entre la France et l'Allemagne. La France continue à avoir une vision du monde, et il est parfois tragique. Et le fait que le monde soit tragique fait que de temps en temps des soldats doivent aller soit en tuer d'autres, soit se faire tuer au nom de valeurs.

On sait que, du moins pour l'instant, les Allemands sont très réticents, ce qui est d'ailleurs parfaitement compréhensible. Mais les Allemands considèrent qu'à partir du moment où on n'est pas en guerre avec la Russie ou avec la France, la géopolitique est terminée. C'est un peu la fin de l'Histoire, comme si la géopolitique du monde s'arrêtait aux frontières de l'Europe. Cela n'est pas le cas. Reste que cette idée que c'est la paix qui fait le narratif d'appartenance, que c'est la paix qui est le récit mobilisateur, que c'est la paix qui répond à cette question : « pourquoi s'unir ? » « Pourquoi vivre ensemble ? », aujourd'hui ne suffit plus. Il faut donc trouver un autre narratif. Et à mon avis – et c'est là que mon expérience hors d'Europe m'a mis sur une autre piste – ce nouveau narratif doit être celui de l'identité européenne. Il y a une identité européenne dans ce monde, qui n'est ni l'identité américaine, ni l'identité asiatique. Il y a dans la civilisation européenne un équilibre entre l'individu, la société, le marché, les interventions publiques, l'accès à la culture, qui est très particulier. Et si je devais, disons, le définir en un mot, je dirais que les Européens sont plus intolérants à l'inégalité que les autres. J'ai parcouru ce monde du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, pendant environ vingt-cinq ans. Pour moi, c'est cela l'identité européenne. C'est un modèle en quelque sorte social. Et d'ailleurs, ce n'est pas seulement ce que je pense. Si vous prenez le classement des vingt pays les plus égalitaires sur cette planète, ils sont tous européens. Tous les Européens ne sont pas dans les vingt premiers. Mais tous les premiers sont européens. En cela je crois que dans cette globalisation, qui va à toute vitesse et qui va continuer à aller à toute vitesse - n'en déplaise à quelques tenants d'une hypothétique démondialisation - il y a une voie européenne. Il y a une option européenne dans la globalisation. Et cette option européenne est celle d'une globalisation civilisée. Plus civilisée certainement que d'autres, et je vois là, en tout cas pour la suite, une identité dont les Européens ne sont souvent pas conscients, mais dont les non-Européens – et c'est ce qui fait d'ailleurs qu'il reste une aspiration dans le monde, sur d'autres continents, à ce mode de vie européen, à cette image qu'ils ont de l'Europe – peut servir encore une fois de relais à ce narratif collectif. Je crois d'ailleurs que c'est ce que veut dire la Chancelière – je parle de la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne – quand elle rappelle sur diverses

tribunes : « l'Europe c'est 7 % de la population mondiale, c'est 25 % du PNB mondial et c'est 50 % des dépenses de sécurité sociale dans le monde ». 7, 25, 50, c'est ça la marque de l'Europe. Il y a là un essentiel pour l'avenir – dans ce monde dans lequel les vents de la globalisation, ceux du progrès technologique, ceux de la division internationale du travail, ceux de la formidable émergence de pays qui jusque-là étaient des pays pauvres – je pense que c'est dans cette direction qu'il faut regarder. Etant entendu que subsiste un défi : celui de la soutenabilité de ce modèle européen tel qu'il est décrit à l'article 2 du traité sur l'Union européenne, qui est notre Constitution, quand il décrit l'Europe comme une économie sociale de marché avec une sensibilité environnementale particulière. Évidemment, ce que j'ai dit sur la nécessité de retrouver, en quelque sorte, plus de 2% de croissance devient, et je le répète, une question existentielle. Si c'est bien cela l'identité européenne, alors il faut s'en donner les moyens.

Troisième et dernier pilier dans ce qui vacille, c'est la démocratie. Aux « 7-25-50 » de Madame Merkel, on pourrait ajouter 100% de démocraties sur ce continent, ce qui n'est pas mince quand on connaît un peu l'histoire. Cette aspiration à un système démocratique a été pour la Grèce, pour l'Espagne, pour le Portugal une ligne d'horizon, qui a contribué à mobiliser des foules et petit à petit à faire tomber des dictateurs. Cela a été vrai aussi en Europe centrale et orientale. Et par contraste, si l'on regarde la situation aujourd'hui, on ne peut que constater que par rapport à ces grands moments – à ces moments où l'histoire a soufflé et où les humains ont aidé l'histoire à souffler dans le bon sens – on est dans une crise de défiance vis-à-vis de l'Europe. Ce n'est pas un secret de dire que l'euroscepticisme se porte bien, que l'Europe traverse une crise de légitimité. Aujourd'hui, nous dit l'eurobaromètre, à peu près 30% des Européens font confiance à l'Europe pour améliorer leur sort. En 2006, il n'y a pas si longtemps, c'était 50% des Européens qui pensaient cela. La chute est importante et préoccupante. Il y a bien un problème d'absence de soutien, ou en tout cas une très forte diminution du soutien de l'entreprise européenne dans les opinions. C'est un peu plus ici, un peu moins là, mais dans l'ensemble cela reste vrai partout. Et

c'est cette fameuse question, en quelque sorte, du déficit démocratique. Sur le papier, il n'y a pas de déficit démocratique. Dans la réalité, dans le ressenti, il y a un déficit de ressenti que je crois il faut admettre et analyser. Sur le papier, le livre de recettes de Montesquieu a été parfaitement suivi, chapitre après chapitre, page après page. On a un Parlement qui représente les peuples. On a un Conseil des ministres qui représente les États. On a quasi un gouvernement qui s'appelle la Commission, responsable devant le Parlement. On a une Cour de Justice, une Cour suprême qui régule à la fois le fonctionnement institutionnel de tout cela et l'application du droit européen. Vu de chez Montesquieu, tout va bien. C'est ce que d'ailleurs Elie Barnavi – qui comme souvent chez les observateurs extérieurs ont un œil assez acéré sur l'Europe – appelle « l'Europe frigide ». Le raisonnement de Barnavi est le suivant : « Docteur, j'ai un problème ! » Donc le docteur vous examine par tous les bouts et vous dit : « Non, franchement, tout va bien. J'ai bien tout regardé, tout va bien. Vous avez tout ce qu'il faut, les organes, les circuits ». « Oui mais bon, j'ai un problème ». Mais ce n'est pas chez le docteur institutionnel qu'il faut aller pour trouver la réponse à cette difficile question. Elle est compliquée, elle est faite d'abord d'une méfiance croissante à l'égard d'une prétendue bureaucratie bruxelloise qui décide. Ces fameux bureaucrates non élus, avec une certaine propension au pointillisme en tout cas à ne pas toujours choisir bien les sujets qui sont les sujets sur lesquels l'Europe doit intervenir.

Mais cela va beaucoup plus loin : la participation aux élections européennes depuis la première élection de 1979 n'a cessé de décroître en permanence. Ce qu'il y a derrière est beaucoup plus complexe qu'une machinerie institutionnelle, que des circuits d'institutions et leurs relations entre elles, c'est un problème de ressenti, c'est un problème affectif. Il faut tout simplement reconnaître que nous ne sommes pas, nous les Européens, encore parvenus à créer un espace supranational dont la consistance politique soit reconnue par les citoyens et citoyennes européens, comme elle l'est en gros entre leur niveau local, leur niveau régional, leur niveau national, à quelques exceptions près et notamment nos amis allemands qui en quelque sorte sont eux tombés dans le fédéralisme quand ils étaient petits. À part cela il n'y a pas aujourd'hui ce sentiment d'un espace politique investi, le

bulletin de vote que l'on met dans l'urne au moment de l'élection européenne, chacun le sait, n'est pas très influencé par les questions européennes. Il reste très influencé par le primat de la légitimité politique qui demeure celle de l'État-nation. Et on sait, et on devrait peut-être se rappeler plus souvent que la légitimité c'est une fonction de la proximité. Si on regardait les sondages, les Français, en général, aiment leur maire, en tout cas ils le reconnaissent. C'est un peu moins net au niveau régional. C'est encore moins net au niveau national et donc il faut bien avoir conscience du fait que cette distance qui se crée justifie des précautions pour l'établissement d'un pouvoir au niveau un peu plus distant. C'est toute la théorie de la subsidiarité. Et il y a là je crois quelque chose sur lequel il faut retravailler. Prenons conscience que dans cette partie-là de l'ambition européenne, ce que les pères fondateurs pensaient initier comme une sorte d'engrenage, les fameuses « solidarités de fait » de Schuman qui petit à petit mèneraient à une communauté politique. La vérité est que la légitimité ne se décrète pas. La légitimité, c'est quelque chose qui se sent, c'est quelque chose qui se conquiert, en général, d'ailleurs, du bas vers le haut en général, sur la base de remise en cause de pouvoirs existants. Cela n'est pas une charte sur la base de laquelle on octroie aux citoyens européens, par exemple, le droit d'élire leurs représentants au Parlement européen. Cette élection directe des parlementaires européens a été octroyée, elle est venue d'en haut comme une bonne idée. Je ne dis pas du tout que c'était une mauvaise idée. Mais une bonne idée venue d'en haut ne s'enracine pas forcément de la même manière qu'une idée peut être un peu moins bonne mais venue de la base, venue du ressenti, venue de ce pour quoi les gens se mobilisent politiquement. Cela nous dit aussi que combler cet espace-là, remédier à ce déficit de légitimité, créer ce continuum entre les espaces politiques auxquels nous appartenons, quelles que soient nos options politiques, et la réalité européenne passe par une mobilisation de forces autres qu'étatiques ou institutionnelles. C'est d'ailleurs, je crois, ce que Jean Monnet avait bien compris à l'époque quand il avait créé son comité d'action pour l'Europe. Il l'avait composé avec des chefs d'entreprises, des syndicalistes – ce qu'on appelait à l'époque les forces vives de la nation – il n'avait pas pris beaucoup de politiques. Jean Monnet n'était pas un très fin politique, ce qu'on lui

avait assez reproché d'ailleurs à l'époque. Il avait créé une sorte de coalition sachant que finalement cela serait peut-être une demande émanant de la société civile qui serait la plus efficace pour faire pression sur les gouvernements. Je pense que c'est dans cette direction-là qu'il faut aller pour l'avenir. En quelque sorte remettre cette question du déficit démocratique en Europe entre les mains des Européens. Après tout c'est aux Européens, s'ils partagent la nécessité de défendre cette identité ensemble, de la promouvoir. Non pas – ces temps-là sont passés – de l'imposer aux autres. Nous ne sommes plus dans un monde où une civilisation pourra, Dieu merci, imposer ses vues, sa logique, son impérialisme à d'autres. Donc, défendre l'identité européenne, ce n'est d'aucune manière l'imposer aux autres. C'est rester fidèle aux valeurs qui sont les nôtres et qui, à mon avis, constituent notre identité.

Ce sont donc ces trois éléments qui sont très liés les uns aux autres : il faut de la croissance et de la prospérité pour maintenir le modèle social européen et il faut que ce modèle social soit pris en charge par les citoyens et citoyennes européens eux-mêmes. Et ils ne le feront pas sans ce sentiment d'appartenance. La direction vers laquelle il faut aller, je crois, pour sortir du trou d'air actuel, c'est de travailler simultanément sur ces trois moteurs pour les régénérer et pour revenir un instant à l'endroit d'où je suis parti dans cette causerie, je crois que – et je reviens au temps que j'ai passé hors d'Europe dans ce monde – je crois que l'Europe a connu une première fondation, une première naissance au nom de la destruction et je crois qu'elle a besoin d'une deuxième naissance, d'une refondation en quelques sortes au nom de ce qu'est la réalité du monde aujourd'hui, c'est-à-dire la globalisation.

Rappelons-nous de Karl Polanyi qui évoquait ce qu'il appelait le « désencastrement » de l'économie et de la société. La globalisation d'aujourd'hui a du positif, elle a aussi du négatif y compris ce risque de « désencastrement » entre l'économie, les marchés qui s'étendent, qui sont de plus en plus de force sur la vie des gens, et les sociétés.

Je crois qu'à l'origine l'Europe était un projet d'encastrement de l'économie dans la société, de

l'économie dont on pouvait améliorer l'efficacité mais dans une société qui est la nôtre, qui est la société européenne. Et, donc, je crois que si l'on veut que le reste du monde qui l'identifie de cette manière et qui aspire encore à un mode de vie européen, si l'on veut répondre en quelque sorte à cette promesse, alors il faut, je crois, se lancer dans cette refondation.